

## **Merkel reconduite mais affaiblie, ça change quoi pour l'Europe?**

*di Fabien Cazenave*

Les électeurs allemands votent dimanche 24 septembre pour les législatives. Angela Merkel va probablement arriver en tête et repartir pour un quatrième mandat. Quelle conséquence pour l'Europe ce scrutin peut-il avoir ? Un entretien de notre partenaire, Ouest-France.

Charles de Marcilly est responsable du bureau bruxellois de la Fondation Robert Schuman.

Quelle conséquence pour l'Europe peut-il y avoir avec les élections législatives allemandes ?

Il y a une attente européenne, tant des capitales qu'à Bruxelles, à la suite d'une période mouvementée, qui a aussi redéfini la place de l'Allemagne dans le concert européen. On attend un rafraîchissement de la position allemande sur la question européenne.

Paradoxalement, durant cette élection avec Angela Merkel et Martin Schulz, un ancien président du Parlement européen, la question européenne n'était pas dominante dans cette élection. Il y aurait pu y avoir un clivage, on a trouvé une forme de compromis.

Angela Merkel sera probablement en tête. Or, ses trois mandats n'ont pas montré jusqu'à présent une forte ambition européenne...

C'est son quatrième mandat. Cela lui créera une responsabilité vis-à-vis de ses partenaires européens. Ce sera difficile pour elle de faire mieux du point de vue économique sur le plan intérieur par rapport à son dernier mandat. En revanche, sur le plan extérieur avec la zone euro et l'Union européenne, elle a une marge de manœuvre.

Ce qui peut changer la donne, ce sera le volontarisme politique de ses partenaires qui sont dans une meilleure position économique qu'avant. Sur l'union bancaire par exemple, elle n'avait pas montré beaucoup d'enthousiasme au début. Mais il y a eu des progrès tangibles au bout.

Y a-t-il des convergences possibles pour le couple franco-allemand ?

Certaines priorités déjà affichées par Merkel ne sont pas les mêmes que celles de la position française comme sur le budget propre de la zone euro. Il y a d'autres paramètres : la gouvernance, la lisibilité, clarifier le rôle de certaines institutions comme la création d'un superministre de la zone euro. Il y a des convergences entre Berlin, Paris et Bruxelles. D'autant plus qu'on peut le faire sans changement de traité.

Elle ne suivra cependant pas la France sur tout. En partie parce qu'il y aura une coalition gouvernementale à définir. Sur la gouvernance de la zone euro, il peut y avoir des progrès, mais sur la mutualisation au niveau européen des dettes nationales, ça ne bougera pas.

Les extrêmes à droite avec l'AfD et à gauche avec Die Linke peuvent peser entre 20 et 25 % des voix selon le sondage.

Ces derniers mois, les extrêmes n'avaient pas gagné les élections, mais ne les avaient pas perdus non plus. En France, Marine Le Pen avait fait dix millions de voix au second tour. Aux Pays-Bas, Geert Wilders n'a pas augmenté son score, mais n'a pas reculé non plus.

Cette élection sera aussi un signal pour dire « attention ». La parenthèse pour mobiliser et réaliser des choses structurantes en Europe est assez courte.